

**GROUPE HOSPITALIER
DIACONESSES
CROIX SAINT SIMON**

18, rue du Sergent Bauchat 75012 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne la constatation et la reprise des fonds dédiés, l'évaluation des provisions pour créances douteuses et la prise en compte des financements spécifiques 2020.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau du Conseil d'Administration, sur délégation de ce dernier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

SOMMAIRE

COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2020	3
Bilan actif/passif	3
Compte de résultat	5
Annexe	7

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	8 400 000	8 400 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	3 660 955	3 660 955
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-11 497 788	-10 913 583
Excédent ou déficit de l'exercice	210 376	-584 205
Situation nette (sous total)	773 543	563 167
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	345 258	5 013 909
Provisions réglementées	4 728 869	
Total I	5 074 127	5 013 909
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions	16 085 270	
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	3 401 094	
Total II	19 486 364	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 048 769	980 859
Provisions pour charges		
Fonds dédiés sur subventions		16 272 243
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		1 267 143
Total III	1 048 769	18 520 245
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	45 328 330	43 430 300
Emprunts et dettes financières diverses	956 250	3 524 700
Avance de trésorerie CPAM	2 380 241	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 084 162	6 645 535
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	13 833 171	13 084 004
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Comptes de liaison entités liées	810 543	1 999 033
Autres dettes	1 163 102	808 581
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	53 226	110 957
Total IV	70 609 025	69 603 110
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	96 991 828	93 700 431

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	799	2 341
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	799	2 341
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 657 354	1 798 201
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	1 657 354	1 798 201
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 656 555	-1 795 860
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	231 904	-776 763
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	619 680	384 428
Sur opérations en capital		700
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	619 680	385 128
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	641 209	192 570
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	641 209	192 570
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-21 529	192 558
Participation des salariés aux résultats (VII)	X	X
Impôts sur les bénéfices (VIII)	X	X
Total des produits (I + III + V)	139 376 502	130 820 625
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	139 166 126	131 404 830
EXCEDENT OU DEFICIT	210 376	-584 205
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	176 089	
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	176 089	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Conformément à l'article 431-2 du règlement 2018-06, l'annexe des comptes est complétée des trois points suivants :

- Une description de l'objet social de l'entité,
- Une description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées,
- Une description des moyens mis en œuvre.

Description de l'objet social

Le groupe hospitalier Diaconesses Croix Saint-Simon est né en 2003 de la fusion des hôpitaux des Diaconesses, situé à Paris dans le 12^e arrondissement, et de la Croix Saint-Simon, dans le 20^e arrondissement. C'est un acteur historique de la santé des Parisiennes et des Parisiens.

Son objet social est de :

- Gérer, sans but lucratif, les hôpitaux des Diaconesses et de la Croix Saint Simon, ainsi que tout établissement de santé, afin d'apporter les soins, l'aide morale, spirituelle et matérielle à ceux qui connaissent des difficultés liés à la maladie, à l'âge, l'isolement, aux charges de familles ou à l'insuffisance de ressources dans un esprit œcuménique,
- De participer à la recherche médicale et scientifique, à l'enseignement et à la formation professionnelle continue des professionnels de santé.

Le groupe hospitalier Diaconesses Croix Saint-Simon est un Établissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif (ESPIC) qui participe au service public en matière de santé. Il s'agit d'une association loi 1901, à but non lucratif, dirigée par un Directeur Général lui-même nommé par un Conseil d'Administration indépendant. L'établissement ne pratique aucun dépassement d'honoraires. Il est financé par la Sécurité Sociale et les dons de particuliers et d'entreprises. Tous ses bénéfices sont réinvestis dans les projets de l'établissement : renforcement des équipes de soins, achats de nouveaux équipements techniquement à la pointe, restructuration et modernisation des locaux.

Le Conseil d'administration se compose des deux membres fondateurs du GH, la Fondation des Diaconesses de Reuilly et la Fondation Œuvres de la Croix Saint-Simon, représentée chacune par 18 membres.

Description de la nature et du périmètre des activités

Le GH est un établissement résolument implanté dans l'Est parisien, alliant proximité et accès aux soins (service des urgences, consultations en Secteur 1) et excellence : centre de référence national pour le traitement des infections des os et articulations (CRIOA), service de procréation médicalement assisté labellisé ISO 9001, centre de référence de la maladie de Fabry, spécialisation sur des activités de niche comme l'endométrieose ou la chirurgie réparatrice. Cela se traduit dans les résultats favorables du GH dans les classements grands publics (Le Point) ou spécialisés (Agence de biomédecine).

Les spécialités médicales mises en œuvre au GH sont les suivantes :

- Médecine : médecine interne, rhumatologie, gériatrie, infectieux, oncologie, soins palliatifs, urgences.
- Chirurgie : orthopédie, chirurgie digestive, proctologie et gastro-entérologie, gynécologie, urologie.
- Obstétrique : maternité de type 1, centre de fertilité.
- Plateau technique : blocs opératoires, réanimation, soins continus, pharmacie à usage intérieur (GCS PUI), imagerie conventionnelle et interventionnelle, laboratoire (LCSH).

Le GH dispose de 344 lits.

Au cours des 5 dernières années, la répartition de l'activité entre l'hôpital de jour (HDJ) et l'HC s'est inversée. En 2019, l'activité se répartit entre 52% d'ambulatoire et 48% d'hospitalisation complète (HC).

En 2020, le GH emploie 1088 Equivalents temps plein (ETP) travaillés dont 156,5 ETP médecins, 33,67 internes et 889,5 ETP non médical.

▪ Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Dans le contexte particulier du COVID, le GH a bénéficié de biens immobilisables à titre gratuit dont la liste figure dans le Tableau 12. Ils ont été comptabilisés à leur coût de revient estimé à 50% de leur valeur commerciale.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

• Immobilisations incorporelles	de 3 à 30 ans
• Travaux TC1, TC2 et TC3	10, 15 et 30 ans
• Installations générales, agencements, aménagements	de 2 à 30 ans
• Matériel médical	de 3 à 15 ans
• Matériel informatique	de 3 à 10 ans
• Autres (mobilier ...)	de 3 à 15 ans

▪ Stocks

Les stocks de pharmacie et de matériel médical, hôtellerie et fournitures de bureau ont été évalués à leur prix d'achat moyen pondéré.

Concernant les biens remis à titre gratuit pendant l'état d'urgence sanitaire : le groupe hospitalier a bénéficié de dons de la part de l'ARS IDF en consommables (masques, blouses, etc.) dont la liste est disponible dans le rapport du trésorier. Ces articles ont été valorisés sur la base du Prix Moyen Pondéré (PMP) annuel en date du 31/12/2020, qui se rapproche au mieux de leur valeur vénale (c'est-à-dire, leur prix à des conditions normales de marché). Cette référence permet de « lisser » l'impact financier de ces biens dont les prix ont connu une certaine volatilité en 2020.

▪ Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

▪ Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

▪ Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

▪ Provisions

La note 7 décrit l'état de ces provisions.

▪ Fonds dédiés

La note 8 décrit l'état de ces fonds.

▪ Provisions pour indemnités de départ à la retraite (PIDR)

Le montant du passif social (indemnités théoriques de départ en retraite à verser) au 31/12/2020 est de **4 122 889 €** en tenant compte des différents paramètres détaillés en section D.

f) Le remboursement des frais d'hébergement et de transport des professionnels du GH

Une convention a été signée entre le GH et la CPAM de Paris pour organiser le remboursement exceptionnel des frais de transport et d'hébergement des personnels du GH pendant la crise, pour un montant total de 112 K€ (autres subventions publiques).

g) Ségur de la Santé

- Rappel des mesures de revalorisation salariale prévues dans les accords du Ségur de la Santé

Les négociations issues du Ségur de la Santé ont abouti aux mesures de revalorisation suivantes :

- 1^{er} palier : 117 € brut / mois intervenus sur la paie de novembre pour tous les PNM⁴ avec régularisation rétroactive à compter de septembre ;
- 2^{ème} palier : 121 € brut / mois supplémentaires en décembre.

Soit un montant de 238 € brut / mois (2856 € brut annuel) pour 1 ETP.

L'impact financier pour le GH est de 1,0 M€ en 2020. L'impact annuel plein est évalué à 4,1 M€ auxquels s'ajoute un impact annuel sur le taux de charges sociales du PNM estimé à 0,6 M€. L'impact annuel global serait donc de 4,7 M€. Ces revalorisations ont été étendues aux salariés du LCSH dédiés à l'activité hospitalière pour lesquels elles représenteraient un impact financier de 233 K€/an. Ces impacts ont été intégralement financés par subvention MIGAC en 2020.

En 2021, leur financement doit être assuré par l'augmentation des tarifs de l'Assurance Maladie.

- Les autres mesures du Ségur de la Santé

Dans les accords signés en juillet, figurent de nombreux autres engagements en faveur de la revalorisation des personnels hospitaliers et de l'investissement hospitalier. Plusieurs mesures devraient directement renforcer la situation financière du GH :

- **la mesure inscrite à l'article 50 de la LFSS 2021** dont l'objectif est d'alléger le fardeau de la dette des établissements participant au service public hospitalier pour faciliter l'investissement courant, via une contractualisation pluriannuelle avec l'ARS ;
- **la réduction de la part de T2A** pour évoluer vers un modèle mixte permettant de mieux prendre en compte la qualité et la pertinence des soins et des parcours patients. L'entrée en vigueur de la réforme du financement des urgences est confirmée pour 2021, tandis que celle pour les soins critiques et la forfaitisation en maternité et pathologie chronique est prévue pour 2022 ;
- le financement des investissements destinés à la poursuite de la numérisation du secteur de la santé (messagerie sécurisée, équipement, programme HOP'EN, E-PARCOURS, etc...).
- Dans une moindre mesure, **l'augmentation des financements MERRI⁵** destinés à soutenir l'effort de recherche en santé.

⁴ Personnel non médical

⁵ Mission d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation

ORGANISME	LIBELLE	Montant TTC	Date de début	Date de fin	loyers 2020	En cours au 31/12/2020
NATIXIS	Robot chirurgical da vinci	1 872 000	19/12/2011	19/11/2018		
SOGLEASE	Table radio télécommandée primax	286 692	01/10/2015	01/09/2022	42 314	73 769
SOGLEASE	Table radio télécommandée connexity	254 720	10/01/2017	10/12/2023	36 652	109 749
SOGLEASE	Mammographe sénographe	250 800	15/01/2017	15/12/2022	41 991	83 851
SOGLEASE	Arceau chirurgical mobile	69 564	20/09/2017	20/08/2024	10 031	36 696
SOGLEASE	Echographe voluson	80 000	20/09/2017	20/08/2024	11 536	42 201
SOGLEASE	Echographe numérique vivid	75 000	31/10/2017	20/09/2024	10 816	40 462
SOGLEASE	Echographe flexfocus 500 bk medical	58 512	05/05/2018	05/04/2023	11 811	27 488
SOGLEASE	2 Armoires sécurisées BECTON	57 533	20/10/2018	20/09/2025	8 416	39 788
SOGLEASE	Serveur Media Agent DELL/Baie/Logiciels STORDATA	48 800	23/09/2018	23/08/2023	9 775	25 987
SOGLEASE	Echographe Venue50+accessoires IMT	21 090	20/10/2018	20/09/2023	4 220	11 572
SOGLEASE	Automate dispensation ROWAVMAX	150 173	15/02/2019	15/01/2026	17 351	113 129
SOGLEASE	Echographe premium aplio i800 Canon	105 347	15/03/2019	15/02/2025	17 506	73 319
SOGLEASE	Systèmes VNX5600	104 521	15/04/2019	15/03/2024	21 023	67 791
SOGLEASE	Echo endo Pentax EG-3670URK	73 195	05/05/2019	05/04/2024	14 722	48 685
SOGLEASE	Armoires sécurisées	47 495	01/01/2020	30/11/2024	10 406	37 088
SOGLEASE	4 Commutateurs Cisco Catalyst	162 929	20/01/2020	20/12/2024	32 734	130 195
SOGLEASE/CSNB	2 vidéos gastroscopes/2 vidéos coloscopes	82 558	15/08/2020	15/07/2025	6 916	75 642
SOGLEASE/CSNB	Echographe aplio A450U Upgrade aplio 500	84 679	15/08/2020	15/07/2025	7 093	77 586
SOGLEASE/CSNB	Echographe Voluson S10+1 Upgrade VE8	82 104	15/08/2020	15/07/2025	6 878	75 226
TOTAL CREDIT BAIL		3 967 712			322 190	1 190 226

- Convention de cession de créances – Société Générale Factoring

Dans le cadre du contrat d'affacturage mis en place en décembre 2019 avec la Société Générale Factoring, les règlements mensuels de l'Assurance Maladie sont perçus par la Société Générale Factoring en contrepartie de la mise à disposition du GH d'un concours court terme dont le plafond est fixé à 6 M€.

Le montant mensuel de l'affacturage est ajusté en fonction des besoins. Au 31/12/2020, la mobilisation de la ligne était de 1 946 590 €.

Note n° 3 TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Dotations	Reprises	Sorties	Valeur brute en fin d'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
Honoraires	3 765 226	441 734			4 206 960
Autres immobilisations incorporelles	4 778 981	370 402		1 306 171	3 843 212
Avances et acomptes, en-cours					
TOTAL (I)	8 544 206	812 136		1 306 171	8 050 172
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
Terrains					136 488
Constructions	125 989	10 499			12 378 754
Constructions TC1	10 610 231	1 768 524			2 526 091
Constructions TC2	1 891 142	634 949			23 359
Constructions TC3		23 359			11 004 203
Constructions, Installations générales	14 418 366	1 021 304		4 435 467	23 253 070
Installations techniques, matériel & outillage	21 831 850	1 497 012		75 792	1 253 532
Installations générales, aménagements divers	1 175 684	77 848			25 125
Matériel de transport	25 125				5 281 903
Matériel de bureau et informatique	4 915 083	366 820			1 149 378
Mobilier	1 092 235	57 142			
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (II)	56 085 706	5 457 458		4 511 260	57 031 903
TOTAL (I+II)	64 629 913	6 269 594		5 817 431	65 082 077

Note n°6: TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Reclassement	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	8 400 000					8 400 000
Réserves	3 660 955					3 660 955
Reports à nouveau	-10 913 583		-584 205			-11 497 788
Excédent ou déficit de l'exercice	-584 205		584 205	210 376		210 376
Situation nette	563 167			210 376		773 543
Subventions d'investissement	5 013 909	-4 728 869		81 500	-21 282	345 258
Provisions Réglementées		4 728 869				4 728 869
Provisions pour risques et charges	980 859			521 020	-453 110	1 048 769
TOTAL	6 557 935	-4 728 869	4 728 869	812 896	-474 392	6 896 439

NB. Le reclassement concerne la subvention d'investissement "Hôpital 2007".

Note n° 7 TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE DES PROVISIONS	Montant en début d'exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant en fin d'exercice
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>				
Provisions p. renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provision pour charges				
Provisions pour risques	980 859	521 020	453 110	1 048 769
TOTAL (I)	980 859	521 020	453 110	1 048 769
<u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</u>				
Sur immobilisations :				
- incorporelles				
- corporelles				
- financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	2 706 384	895 411	2 706 384	895 411
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL (II)	2 706 384	895 411	2 706 384	895 411
TOTAL GENERAL (I+II)	3 687 243	1 416 431	3 159 494	1 944 180
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		1 416 431	3 159 494	
- financières				
- exceptionnelles				

Note n° 10 – TABLEAU D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF

Définition : L'effectif annuel moyen est obtenu à partir des heures travaillées mensuellement pour l'ensemble des salariés, et rapportées à un horaire de référence (151,67 heures pour le personnel non médical). Le tableau ci-dessous présente les ETP moyens annuels correspondant aux CDI, CDD, vacataires et FFI pour le personnel médical. Sont exclus les temps de formation, les allocations études, les étudiants hospitaliers et les médecins de garde⁶.

	Etp travaillé moyen Annuel 2019	Etp travaillé moyen Annuel 2020	Ecart 2019- 2020
Sénior	145,39	153,02	7,63
FFI	9,75	4,00	-5,75
Personnel Médical	155,14	156,52	1,38
CUI			
Stagiaire	0,33	1,46	1,13
Total Contrats aidés + allocations + stagiaires	0,33	1,46	1,13
Pers de Restauration,	19,88	19,46	-0,42
Perso. Informatique	14,04	14,82	0,78
Personnels techniques et ouvriers	13,20	15,28	2,08
Total Personnel techniques et ouvriers	47,12	49,56	2,44
Perso. administratifs	115,46	115,65	0,20
Personnels de direction	8,92	9,86	0,94
Secrétaires médicaux	73,36	70,41	-2,94
Total Personnels de direction et administratifs	197,74	195,93	-1,80
ASD	131,73	131,09	-0,64
ASH	70,58	67,53	-3,05
Auxiliaires de puér.	21,99	23,25	1,27
Dietéticiens	1,89	1,95	0,07
IADE	25,83	25,98	0,15
IBODE	15,82	14,54	-1,27
IDE	227,92	217,08	-10,83
Masseurs kinésithérapeutes	9,78	9,80	0,02
Brancardiers	28,19	25,76	-2,43
Personnels d'encadrement (Soins, Médico , tech et SF)	32,91	31,90	-1,01
Psychologues	5,18	5,48	0,30
Puéricultrices	4,34	4,76	0,41
Sages-femmes y compris encadrement	39,48	38,88	-0,60
Total Personnels des services de soins	615,63	598,00	-17,63
Assistants de service social	5,77	5,50	-0,27
Total Personnels éducatifs et sociaux	5,77	5,50	-0,27
Manipulateurs d'électroradiologie	14,26	14,87	0,61
Préparateur en pharmacie	10,84	11,91	1,07
Techniciens de labo.	13,21	12,31	-0,90
Total Personnels médico-techniques	38,31	39,09	0,79
Total Personnel Non Médical	904,89	889,53	-15,36
Total PM + PNM	1 060,03	1 046,05	-13,98
Intérim	17,68	7,91	-9,77
Internes AP	31,67	33,67	2,00
Total	1 109,38	1 087,63	-21,75

Hors internes, l'évolution des effectifs est de – 19,75 ETP.

⁶ Source : SAE 2020